

Alors que la campagne présidentielle a démarré depuis plusieurs semaines, le débat politique peine à s'engager, dans un climat englué par « les affaires ». Ce débat est encore plus pauvre sur le sujet de l'éducation où il est réduit dans certains programmes à des vieilles recettes d'une école repliée sur elle-même : suppressions de postes, retour aux fondamentaux... une école qui reproduirait à l'envi les inégalités sociales. Pourtant la jeunesse et l'Éducation devraient être au cœur même du projet de chaque candidat. Tous les jeunes ont leur place à l'École et tous peuvent et doivent réussir. Le service public d'éducation est la meilleure garantie possible d'égalité et il est plus que jamais urgent de lui permettre de jouer ce rôle. Il est donc nécessaire, de faire connaître très largement le projet de la FSU pour l'Éducation. Un projet où la réussite de tous les élèves doit être au centre des préoccupations. Si des mesures positives quoiqu'inabouties ont été prises sous ce quinquennat, il y a aussi des réformes contestées sur lesquelles il faudra revenir. Notre système éducatif est toujours plus marqué par le poids de l'origine sociale des élèves sur leur réussite scolaire et universitaire, plus important en France que dans les autres pays de l'OCDE. De même que les écarts continuent de se creuser, les résultats des meilleurs élèves se maintenant à un haut niveau, ceux des élèves en difficulté se détériorant. Disparités de territoires, concurrence du privé, mais aussi dans le second degré et le supérieur, concurrence entre établissements scolaires d'un même territoire, la ségrégation s'amplifie tout au long de la scolarité et des études.

Le premier défi est donc bien d'enrayer les inégalités et de permettre à tous les jeunes de sortir avec une qualification du système éducatif : cela doit passer par un réel projet politique de réduction des inégalités. Cela implique de centrer les efforts sur les conditions de scolarisation, de diminuer les effectifs par classe, de réfléchir aux conditions d'une scolarité obligatoire portée à 18 ans, de développer un plan ambitieux de formation initiale et continue

des enseignants et de tous les personnels, de développer la recherche. Alors que certains candidats entendent remettre en cause le collège en tant que tronc commun, le statut des personnels (recrutement par le chef d'établissement, individualisation des carrières), le caractère national de l'éducation et la privatisation du système éducatif, il nous revient de valoriser le service public d'éducation comme la meilleure garantie d'égalité. Il faut poser les finalités du système éducatif et en définir les objectifs incontournables en dégagant des moyens pour y parvenir, s'engager pour la réussite de toutes et de tous en redonnant au service public d'éducation des axes forts et ambitieux. Le livre blanc de la FSU devra nous permettre d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle sur les questions d'Éducation qui engagent l'avenir de la jeunesse et de la société.



### 29 mars 2017, Lycée polyvalent d'Aubervilliers

Le champ de l'éducation occupe jusqu'à maintenant une place singulièrement réduite dans le débat politique en ces temps de campagne électorale. Le SNES-FSU veut donc remettre au cœur du débat la question du lycée pour toutes et tous lors d'un colloque organisé le mercredi 29 mars au lycée polyvalent d'Aubervilliers. La réflexion se poursuivra le lendemain par une journée de stage syndical au SNES, 44 avenue d'IVRY à Paris.

**Renaud d'Enfert**, *professeur de sciences de l'éducation, université de Picardie*

Comment les disciplines ont structuré le Second degré ?

**Tristan Poullaouec**, *sociologue, université de Nantes*

Quelles sont les attentes de classes populaires en matière éducative ?

**Dominique Gillot**, *Sénatrice, Présidente du Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle*

Quelle formation scientifique pour tous les élèves ?

## Programme éducation de François Fillon

---

François Fillon annonce clairement la nature élitiste de son projet : « *La France doit avoir un système éducatif promouvant les valeurs d'excellence et de mérite, à contre-courant de l'égalitarisme voulu par la gauche* »

### Principales mesures :

- Nouveaux programmes basés sur la lecture, l'écriture, le calcul et les grands personnages et dates de l'histoire de France
- Outils numériques permettant de nouveaux modes d'enseignement
- Renforcement de l'anglais à tous les niveaux

### Pour l'école primaire :

- Scolarité obligatoire à 5 ans pour une année d'apprentissage de la lecture supplémentaire avec des méthodes efficaces

### Pour le collège :

- 3 semaines de découverte des métiers
- Rétablissement de la note de vie scolaire
- Exclusion des élèves perturbateurs pour les confier à des établissements chargés de corriger leurs comportements
- Port de l'uniforme au choix des conseils d'administration

### Pour la formation professionnelle

- Développement de l'apprentissage,
- Formation professionnelle confiée aux régions y compris sur le plan de la diplomation

La volonté de supprimer 500 000 emplois dans la Fonction publique n'a jamais été explicitée avec une répartition précise. Pour ce qui est des emplois Éducation Nationale, des chiffres divers ont été avancés mais souvent contradictoires.

Un des axes de la politique éducative est l'autonomie des établissements par

- le pouvoir du chef d'établissement (pouvoir de promotion des professeurs à tous les niveaux, de recrutement dans le second degré, pouvoir d'organisation du temps scolaire et notamment choix des « *modes de soutien* » des élèves
- le pouvoir du CA présidé par une « *personnalité extérieure* »

Les enseignants seront mieux payés mais en fonction du mérite et devront augmenter leur temps de présence dans l'établissement. Sur bien des sujets (réduction des vacances, bivalence au collège) les propos varient selon les circonstances.

La formation des enseignants donne lieu à des formules très générales (« *renforcer les capacités pédagogiques* ») avec un accompagnement spécifique des enseignants en difficulté

La consultation des parents est une obligation avant toute décision importante de l'établissement.

## Programme éducation de Benoît Hamon

---

### Pour le premier degré, « *une priorité donnée au primaire* » : 40 000 postes créés

- 20 000 postes pour limiter à 25 élèves par classe en CP-CE1-CE2 et pas plus de 20 en REP, REP+, en outre-mer et dans les territoires ruraux.
- 15 000 postes pour la formation continue et 2 000 postes pour les remplacements.
- 3 000 postes pour la scolarisation des enfants de deux ans en éducation prioritaire.
- Augmentation de 25% du budget pour les activités périscolaires.

### Pour le second degré :

- Création d'un service public de l'orientation scolaire pour valoriser les réussites en filières générales, professionnelles ou technologiques. Un nouveau mode d'affectation en 3ème sera créé.
- Pour l'Éducation prioritaire : mise en place d'un indice social transparent et extension au lycée de la réforme d'éducation prioritaire.

### Pour le premier et second degré :

- Mise en place d'une carte scolaire pour développer la mixité sociale et scolaire sur tout le territoire. Contractualisation avec le privé pour qu'il participe à l'effort de mixité sociale.
- Création d'un service public du soutien scolaire avec un accompagnement des élèves par les enseignants.
- Mise en œuvre d'un plan de formation continue, droit universel à la formation tout au long de la vie.
- Revalorisation des conditions de travail des enseignants par le salaire, première affectation, gestion des carrières.
- Renforcement de la médecine du travail au sein de l'Éducation nationale.
- Augmentation du nombre d'AESH et formation plus importante.
- Priorité de l'éducation artistique et culturelle.

### **Pour l'enseignement supérieur :**

- Nouvelles modalités d'orientation dans le supérieur pour mettre fin à l'échec en L2 et abaisser le nombre d'étudiants par amphi.
- Recrutement de PRAG, revalorisation de la carrière des enseignants chercheurs.
- Augmentation du budget de l'Université de 1 milliard d'euros pour un développement des universités sur tous les territoires.
- Création d'une nouvelle section « Économie et société » au Conseil national des universités.
- Réhabilitation de 50 000 logements étudiants.
- Reconnaissance de l'engagement des jeunes, valorisation du service civique.

Autre proposition : « un service public de la petite enfance », un renforcement des services publics en garantissant « dans chaque bassin de vie un panier de services publics à moins de 30 minutes ».

### **Programme éducation d'Emmanuel Macron**

---

Emmanuel Macron affirme l'éducation et la culture comme le premier chantier de gouvernement avec pour finalité la « cohésion nationale » par « la transmission des savoirs fondamentaux, de notre culture et de nos valeurs ».

#### **Pour l'école primaire :**

- Priorité donnée aux fondamentaux
- Pour les CP et CE1 de l'éducation prioritaire : effectifs en CP et CE1 de 12 élèves et nomination d'enseignants ayant au moins 3 ans d'ancienneté dans ces classes (incitation par une indemnité annuelle de 3 000 € nets)
- Recours aux bénévoles en maternelle

#### **Pour le collège :**

- Rétablissement des classes bilingues, des parcours européens et de l'enseignement du grec et du latin. Des études dirigées, après la classe, seront assurées par des étudiants et des retraités bénévoles.

#### **Pour le lycée**

- Baccalauréat réduit pour économiser son coût (4 matières + contrôle continu).

#### **Pour la formation professionnelle**

- Développement de l'apprentissage par la systématisation de périodes de préapprentissage et de filières en alternance dans tous les LP.
- « *Effort national de formation sans précédent* » pour former 2 millions de jeunes et demandeurs d'emploi non qualifiés ou peu qualifiés.

### **Pour l'enseignement supérieur**

- Autonomie renforcée sur le recrutement des personnels et la définition des contenus de formation.

Les perspectives voulues pour le service public sont essentiellement centrées sur son adaptabilité, son efficacité et sa simplicité. Cela se traduirait par une augmentation de la disponibilité aux usagers permise par la « *transformation numérique* ». Emmanuel Macron se défend de vouloir supprimer le statut de la FP mais sans que ces perspectives soient précisément déclinées, sont évoqués tour à tour un assouplissement statutaire, un recours à la contractualisation, un « non-renouvellement » défendu au nom de la modernisation...

La suppression de 120 000 postes de fonctionnaires est loin d'être formulée de manière précise. Pour la FP d'État, les chiffres annoncés sont la suppression de 50 000 postes et la création de 10 000 postes de policiers et gendarmes et de 5 000 pour l'Éducation nationale. Les postes nécessaires à la mesure de limitation des effectifs en éducation prioritaire (12 000 postes) seront obtenus par redéploiement des postes créés par Hollande (entre 6 000 et 10 000) et par création (entre 4 000 et 5000). Mais une fluctuation des discours doit être constatée entre le redéploiement de postes déjà créés et les postes budgétisés mais non recrutés lors du mandat Hollande.

Sur la question de l'autonomie, les discours sont ambigus jouant sur le mélange de l'autonomie des établissements, des chefs d'établissement, des équipes éducatives.

Sur la formation des enseignants, peu de choses hormis des affirmations très générales (« *une formation ambitieuse et de grande qualité* ») et un recours à la formation en alternance dès la licence. La garantie d'une formation continue est annoncée comme un principe.

### **Programme éducation de Jean-Luc Mélenchon**

---

Jean-Luc Mélenchon présente un état des lieux noir de la situation « *Quelle régression !* » et indique vouloir « *réparer les dégâts* » des libéraux et de leur marchandisation de l'école. Slogan : « *instruire mieux et davantage* ». S'oppose à l'apprentissage pré-bac.

#### **Principales mesures :**

- Une nouvelle loi d'orientation : extension de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans

- Garantie du cadre national des programmes et des diplômes
- Nouvelle carte scolaire établissant la mixité sociale
- Gratuité réelle de l'éducation publique (cantine, transport, périscolaire, fournitures)
- Recrutement de 60 000 enseignants
- Argent public réservé au public (abrogation de la loi Carle)
- Revalorisation des salaires des enseignants (en particulier primaire)

#### **Pour l'école primaire :**

- Plan de lutte contre les inégalités (baisse du nombre d'élèves par classe, développement des RASED)

#### **Pour le collège :**

- Abrogation de la réforme

#### **Pour la formation professionnelle**

- Appui à l'enseignement professionnel public
- Rétablissement du bac pro 4 ans
- Développement des cursus courts dans le supérieur
- Refondation de la formation continue des adultes

#### **Pour l'enseignement supérieur**

- Abrogation des lois Fioraso et LRU
- Réorganisation des grands instituts publics de recherche
- Augmentation des moyens des universités, réforme de leur mode de financement et de leur gouvernance, lutte contre la précarité
- Reconstruction de l'offre de formation
- Création d'universités populaires
- Mise en cause la dualité grandes écoles / universités

#### **Autres propositions :**

- « Service public de la petite enfance », renforcement de l'aide sociale à l'enfance et de la Protection judiciaire de la jeunesse ; « service citoyen obligatoire », d'une allocation d'autonomie et de « contrats jeunes » de 5 ans pour les 18-25 ans.

**Ce qui n'est pas traité dans le programme :** le lycée, la gouvernance de l'éducation nationale, l'EPLÉ...

## **Programme éducation de Marine Le Pen**

---

### **FN : l'école du passé et du repli**

Les orientations du FN pour le système scolaire ont fait l'objet d'un développement dans un texte

de programmation écrit au cours du quinquennat, elles se déploient également à travers le programme du parti (qui ne lui consacre pas un paragraphe dédié mais émaille ses 144 propositions de contenus ayant un lien avec l'École) et à travers ses collectifs installés dans les champs professionnels. Le collectif Racine a ainsi publié 100 propositions à la rentrée 2016, il faut les lire en regard des propositions du parti pour en voir la cohérence.

Les axes passéistes et réactionnaires se dessinent sans surprise : au niveau des parcours scolaires, le FN prône un retour à la diversification dès la fin de la 6ème, et une entrée précoce en apprentissage (objectif 700 000 apprentis à la fin du quinquennat). L'alternance est « *massivement* » développée à tous les niveaux de la scolarité. L'école participe de « *l'élitisme républicain* », la méritocratie et la sélection sont partout mises en place, et notamment à l'entrée à l'université. Les contenus sont définis clairement : œuvres du patrimoine, éducation musicale « *généraliste* », roman national en histoire, et suppression des Enseignements de langues et cultures d'origine (ELCO) (on se souvient des propos de MLP en décembre 2016 qui avait prôné la non gratuité pour les enfants de sans-papiers et de migrants.). Sous prétexte d'égalité, les contenus comme les pratiques sont prescrits, l'expérimentation interdite (fin de « *l'aventure pédagogue* », par exemple, méthode syllabique imposée en lecture). Il est rappelé que l'école doit « *instruire* », « *transmettre* » : le retour aux fondamentaux, et notamment à l'étude du français, est la priorité ; le respect du maître et de l'autorité est au programme, le port de l'uniforme est imposé. Le système scolaire est réorganisé, les écoles ont un statut d'établissement. L'école n'est pas citée dans l'énumération des services publics à conforter : faut-il s'en inquiéter ? En revanche, la liberté de scolarisation (dans le privé) est avancée. Le FN cite Jean Zay et entend faire de l'école un « *asile inviolable où les querelles des hommes n'entrent pas* », argument qu'il avance pour défendre la laïcité, couplée à la neutralité et la sécurité (sic). D'autres revendications, que nous partageons, peuvent trouver un écho chez nos collègues : la critique des rythmes scolaires, de la réforme du collège, la demande de revalorisation salariale. Toutes ces propositions sont d'autant plus difficiles à déconstruire qu'elles s'adressent à une profession en proie à une souffrance au travail et à un manque de reconnaissance.